

Développement autocentré, Autonomie Collective et Ordre Economique International Nouveau :

Quelques réflexions

Samir Amin *

I. — INTRODUCTION

Les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont été marquées par l'essor du mouvement de libération des trois continents, dont les objectifs principaux étaient, en Asie et en Afrique, la reconquête de l'indépendance nationale et la défense de celle-ci par le refus des alliances militaires par lesquelles les Etats-Unis cherchaient à se subordonner la politique des Etats du Tiers monde. Cependant, en général, les objectifs et les méthodes du développement économique poursuivi ne remettaient pas en cause les grands traits de la division internationale du travail façonnée au cours du dernier siècle. On acceptait donc généralement un modèle de développement extraverti et dépendant. L'échec objectif de ce modèle et la maturation des problèmes ont amené progressivement les pays du Tiers monde à s'engager dans une nouvelle stratégie dont l'objectif est d'asseoir leur indépendance politique reconquise par le renforcement de leur indépendance économique.

La nouvelle stratégie du développement s'affirme dans trois volets complémentaires : 1) l'option en faveur d'un développement « auto-centré » (en anglais *self-reliant*) fondée sur le principe de « compter sur ses propres forces » ; 2) la priorité donnée à la coopération et à l'intégration économique entre pays du Tiers monde (« autonomie collective », en anglais « *collective self-reliance* »), et 3) l'exigence d'un ordre économique international nouveau fondé sur le relèvement des prix des matières premières et le contrôle des ressources naturelles, l'accès des produits manufacturés du Tiers monde aux marchés des pays développés et l'accélération du transfert des technologies.

* Directeur de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification, Dakar, Sénégal.

On comprendra facilement que des mots d'ordre aussi généraux — même s'ils sont justes — soient susceptibles d'interprétations différentes. Par delà même les tentatives banales de récupération démagogique par des milieux locaux qui n'envisagent pas de développement autre que dépendant, par delà le ralliement verbal et opportuniste de certaines des forces extérieures hostiles en pratique aux objectifs du nouvel ordre économique international, des divergences sérieuses subsistent tant sur les objectifs finals que sur les moyens d'un développement autocentré s'inscrivant dans le cadre d'une tentative effective d'imposer un ordre mondial nouveau.

En fait la véritable question est de savoir si les termes de l'alternative peuvent être définis comme ils viennent de l'être, c'est-à-dire indépendamment des objectifs finals, du choix socialisme ou capitalisme. Autrement dit, l'objectif d'un développement capitaliste *autonome* dans les pays du Tiers monde est-il réaliste ? Car les économies capitalistes développées sont bien autocentrées, bien que non autarciques. Parler ici d'interdépendance — même entre inégaux (car le capitalisme français n'est pas l'égal de l'allemand ou de l'américain) — revêt un sens. Par contre les économies capitalistes périphériques sont jusqu'ici extraverties et dépendantes et non « interdépendantes ». Pourraient-elles « s'autocentrer » sans sortir du système mondial des échanges de marchandises, de technologies et de capitaux ? Pourraient-elles y parvenir en forçant le système mondial à se réadapter, en imposant une division du travail égale et non plus inégale ? Pourraient-elles atteindre cet objectif par les moyens qui définissent le programme du nouvel ordre économique international ? Autant de questions qu'on ne saurait éluder.

En résumé, cette évolution récente du Tiers monde remet-elle en cause notre théorie du capitalisme périphérique ? Je rappelle que cette théorie affirme qu'il y a une différence fondamentale entre le modèle de l'accumulation autocentrée et celui qui caractérise le système capitaliste périphérique, rejetant par là même toute théorie linéaire des « étapes » du développement. Elle exclut la perspective d'un capitalisme achevé, autonome, dans la périphérie. Elle affirme que la rupture socialiste est ici objectivement nécessaire. Dans ce sens très précis, elle prétend donc que le mouvement de libération nationale constitue un moment de la transformation socialiste du monde et non une étape du développement du capitalisme à l'échelle mondiale. C'est là une question permanente, mais qui se pose sans cesse en termes nouveaux. Et ce sont ces termes nouveaux que nous nous proposons d'examiner dans cet article.

II. — MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

L'articulation déterminante dans un système capitaliste autocentré est celle qui relie le secteur de la production des biens de consommation de masse au secteur de la production des biens d'équi-

pement. Cette articulation déterminante a effectivement caractérisé le développement historique du capitalisme au centre du système (en Europe, en Amérique du Nord et au Japon). Elle définit donc abstraitement le mode de production capitaliste « pur » et a été analysée, comme telle, dans le *Capital*. Marx montre en effet que dans le mode de production capitaliste, il existe une relation *objective* (c'est-à-dire *nécessaire*) entre le taux de la plus-value et le niveau de développement des forces productives. Le taux de la plus-value détermine pour l'essentiel la structure de la distribution sociale du revenu national (son partage entre les salaires et les profits), et partant celle de la demande (les salaires constituent l'essentiel de la demande de biens de consommation de masse, les profits sont en totalité ou en partie « épargnés » en vue d'être « investis »). Le niveau de développement des forces productives s'exprime dans la division sociale du travail : l'affectation de la force de travail, dans des proportions convenables, à chacune des deux sections.

Si schématique que soit ce modèle, il n'en traduit pas moins l'essence du système. Dans ce modèle, on fait abstraction des relations extérieures, ce qui signifie non pas que le développement du capitalisme se soit opéré dans un cadre national autarcique, mais que les relations essentielles dans le système peuvent être saisies en faisant abstraction de ces relations. Plus précisément les relations extérieures sont soumises à la logique et aux exigences de l'accumulation interne autocentrée. Par ailleurs le caractère historiquement *relatif* de la distinction entre la consommation de masse et celle de luxe apparaît également ici clairement. Au sens strict du terme, doivent être considérés comme des produits « de luxe » ceux dont la demande provient de la fraction consommée du profit, tandis que la demande qui procède des salaires s'élargit avec le progrès des forces productives. Cependant, cette succession historique du type des produits « de masse » a une importance décisive pour l'intelligence du problème qui nous préoccupe. La structure de la demande aux débuts du système favorise la révolution agricole, en offrant un débouché aux produits alimentaires *pour le marché intérieur*. Le capitalisme agraire est donc antérieur à l'épanouissement et à l'achèvement du mode capitaliste dans l'industrie.

Nous retiendrons donc des leçons de ce schéma trois conclusions importantes :

a) L'apparition du mode de production capitaliste dans les régions qui deviendront les centres du système capitaliste mondial procède d'un processus interne de désagrégation des modes précapitalistes (ici féodal). Cette désagrégation des rapports de production féodaux dans le monde rural européen constitue le cadre social qui permet cette fameuse « révolution agricole » qui précède — et rend possible — la « révolution industrielle » qui suit. L'augmentation préalable de la productivité dans l'agriculture rend possible l'expulsion hors du monde rural d'un « excédent » de population (prolétarisé) et dégage

simultanément le surplus vivrier marchand nécessaire pour la reproduction de ce prolétariat ;

b) L'articulation dans le temps et dans l'espace des alliances de classes qui permettent aux nouveaux rapports capitalistes de s'épanouir dans l'industrie, si elle revêt des formes diverses, exprime toujours la même condition principale : l'alliance de la nouvelle classe dominante (la bourgeoisie industrielle) et de la propriété foncière (soit paysanne — après une révolution à la française — soit latifundiaire — lorsque l'ancienne propriété féodale se transforme pour s'intégrer dans le marché, comme en Angleterre ou en Allemagne), dans le cadre d'un Etat national achevé et puissant ;

c) Ainsi, la soumission des relations externes économiques et politiques, aux exigences de l'accumulation interne façonne-t-elle progressivement le système capitaliste mondial. Celui-ci émerge comme un ensemble de formations centrales, aut centrées et interdépendantes (même si elles sont inégalement avancées) et de formations périphériques soumises à la logique de l'accumulation dans les centres qui les dominent.

Nous concluons donc que, si la vision d'un développement par « étapes » (avec simple « retard » historique des uns sur les autres) est grossièrement valable en ce qui concerne la constitution progressive des centres, elle ne l'est pas en ce qui concerne les périphéries.

C'est précisément cette conclusion qui est l'objet réel des divergences explicites ou implicites dans tous les débats concernant l'avenir du « Tiers monde ». Aussi, est-il nécessaire d'envisager maintenant les étapes de la formation et de l'évolution des périphéries, comme les perspectives qui s'ouvrent à elles. Car précisément la thèse adverse soutient (explicitement ou implicitement) que, malgré leur origine extravertie, les économies sous-développées, à travers les étapes spécifiques de leur évolution, progressent vers la constitution d'économies auto-centrées achevées. Celles-ci pourraient être « capitalistes » ou « socialistes » pour des raisons qui se situent dans un domaine indépendant de celui qui définit notre méthode d'analyse.

III. — CAPITALISME DE LA PERIPHERIE

Considérons maintenant les étapes de l'évolution des périphéries du système capitaliste mondial, du moins depuis le milieu du siècle dernier. Dans ce modèle de l'accumulation à la périphérie du système mondial, il y a, à l'origine, la création — sous l'impulsion du centre — d'un secteur exportateur qui va jouer le rôle déterminant dans la création et le façonnement du marché. La *raison* ultime qui rend possible la création de ce secteur exportateur doit être recherchée en direction d'une réponse à la question relative aux conditions qui en rendent l'établissement « rentable ». Le capital central national n'est nullement contraint d'émigrer par suite d'une insuffisance de débou-

chés possibles au centre, mais il émigrera vers la périphérie s'il peut y obtenir une rémunération meilleure. La péréquation du taux du profit redistribuera les bénéfices de cette rémunération meilleure et fera apparaître l'exportation des capitaux comme un moyen de combattre la baisse tendancielle du taux du profit. Obtenir à la périphérie des produits qui constituent des éléments constitutifs du capital constant (matières premières) ou du capital variable (produits alimentaires) à des prix de production inférieurs à ceux qui caractérisaient la production au centre de produits analogues (ou de substituts quand il s'agit de produits spécifiques), telle est la *raison* de la création de ce secteur exportateur.

C'est donc ici que s'insère la théorie *nécessaire* de l'échange *inégal*. Les produits exportés par la périphérie sont intéressants dans la mesure où l'écart des rémunérations du travail est plus grand que celui des productivités. Et il peut l'être dans la mesure où la société sera soumise par tous les moyens — économiques et extra économiques — à cette nouvelle fonction : fournir de la main-d'œuvre bon marché relative au secteur exportateur. Dès lors l'articulation principale qui caractérise le procès de l'accumulation au centre — qui se traduit par l'existence d'une relation objective entre la rémunération du travail et le niveau de développement des forces productrices — disparaît ici complètement. La rémunération du travail dans le secteur exportateur sera ici aussi basse que les conditions économiques, sociales et *politiques* le permettent. Quant au niveau de développement des forces productives, il sera ici hétérogène (alors que dans le modèle autocentré il était homogène), avancé (et parfois très avancé) dans le secteur exportateur, arriéré dans le « reste de l'économie », cette arriération — maintenue par le système — étant la condition qui permet au secteur exportateur de bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché.

Dans ces conditions, le marché intérieur engendré par le développement du secteur exportateur sera limité et biaisé. Le caractère étroit du marché interne explique ce fait que la périphérie n'attire qu'un volume limité de capitaux en provenance du centre, bien qu'elle leur offre une rémunération meilleure. La contradiction entre la capacité de consommer et celle de produire est surmontée à l'échelle du système mondial dans son ensemble (centre et périphérie) par l'élargissement du marché au centre, la périphérie — méritant pleinement son nom — ne remplissant qu'une fonction subalterne et limitée. Cette dynamique conduit à une polarisation grandissante de la richesse au bénéfice du centre.

Néanmoins, à partir d'un certain niveau d'extension du secteur exportateur, un marché intérieur apparaît. Par rapport au marché engendré dans le procès central, celui-ci est biaisé au détriment (relatif) de la demande de biens de consommation « de masse », et en faveur (relative) de celle « de luxe ». Si tout le capital investi dans le secteur

exportateur était étranger et si tous les projets de ce capital étaient réexportés vers le centre, le marché interne se limiterait en fait à une demande de biens de consommation de masse d'autant plus limitée que la rémunération du travail est faible. Mais en fait une partie de ce capital est local. Par ailleurs, les méthodes mises en œuvre pour s'assurer une rémunération faible du travail sont fondées sur le renforcement de couches sociales locales diverses qui remplissent la fonction de courroie de transmission : latifundiaires ici, koulaks là, bourgeoisie commerciale compradore, bureaucratie étatique, etc. Le marché interne sera donc fondé *principalement* sur la demande « de luxe » de ces couches sociales.

Ce schéma correspond effectivement à la réalité historique qui caractérise la *première phase du système impérialiste*. Cette phase a sans doute connu son âge d'or entre 1880 et 1914, mais elle est amorcée plus tôt en ce qui concerne l'Amérique latine, et elle se prolonge parfois beaucoup plus tard (jusqu'aux années 50 de notre siècle) ailleurs, notamment en Afrique tropicale. C'est l'âge du « pacte colonial » de la forme coloniale de la domination exercée sur les périphéries.

Par opposition au modèle central, ce modèle révèle trois caractères qualitativement différents :

a) Le mode capitaliste est ici « introduit de l'extérieur », par la domination politique. Il n'y a pas de désagrégation des rapports ruraux précapitalistes, mais — chose très différente — leur déformation par soumission aux lois de l'accumulation du monde capitaliste central qui les domine. Cela s'exprime par l'absence de « révolution agricole » préalable, c'est-à-dire par la stagnation de la productivité dans l'agriculture ;

b) Les alliances de classes qui fournissent le cadre politique à la reproduction du système ne sont pas principalement des alliances de classes internes, mais une alliance internationale entre le capital des monopoles dominants et ses « alliés » (subalternes), pour utiliser un langage « enveloppant » : les « féodaux » (lire la gamme variée des classes dominantes dans les systèmes ruraux précapitalistes) et la « bourgeoisie compradore ». Il n'y a pas d'Etat national réellement achevé indépendant du service de ces classes locales, mais seulement des administrations au service du capital des monopoles, directement (cas colonial) ou indirectement (cas semi-colonial) ;

c) Les relations extérieures ne sont pas ici soumises à la logique d'un développement interne, mais sont au contraire motrices et déterminantes du sens et du rythme du développement.

IV. — FORCES DE TRANSFORMATION ET DE BLOCAGE

Cette première phase de l'impérialisme est aujourd'hui dépassée. Sous l'impact de quelles forces et pour s'engager dans quel type d'évolution ?

Le moteur de la transformation est constitué par le *mouvement de libération nationale antiimpérialiste*. Ce mouvement rassemble en effet trois forces sociales :

a) Le prolétariat — encore naissant — surexploité ;

b) La masse de la paysannerie doublement exploitée par les classes locales qui la dominent (les « féodaux ») et le capital des monopoles pour le compte desquels les « féodaux » ont intégré le « marché mondial », et c) la bourgeoisie nationale à ce stade classe encore plus « potentielle » que « réelle », qui aspire à modifier les termes de la division internationale du travail pour se donner une base économique. En effet, la division internationale du travail du « pacte colonial » est simple : la périphérie n'exporte que des produits primaires, avec lesquels elle doit importer tous les produits manufacturés nécessaires à la satisfaction de ses besoins, principalement de consommation de luxe ; l'industrie lui est interdite. La bourgeoisie nationale et le prolétariat se disputent la direction du mouvement de libération nationale, c'est-à-dire la direction de la révolte paysanne.

Dans l'ensemble, cette première phase s'est terminée par la victoire du mouvement de libération nationale sous direction bourgeoise. Cette victoire a imposé à l'impérialisme une révision des termes de la division du travail, permettant ainsi l'amorce de l'industrialisation du Tiers monde. Cette victoire peut être datée : elle est plus précoce ici, notamment par exemple au Mexique, avec la révolution des années 10, en Turquie avec Kernal Ataturk, en Egypte avec le Wafd, au Brésil et en Argentine sous la forme « populiste » plus tardive là, en Asie du Sud après la seconde guerre mondiale, en Afrique avec l'indépendance des années 60 etc... Sauf en Asie orientale et à Cuba, où le mouvement de libération nationale opère à ce stade une sortie du système impérialiste mondial, partout ailleurs la bourgeoisie nationale triomphante s'engage dans une stratégie d'industrialisation qui, maintenant, a un nom : la stratégie de substitution d'importations.

Parce que l'articulation spécifique, qui s'exprime par la liaison secteur exportateur/consommation « de luxe », caractérise le modèle périphérique, l'industrialisation par substitution d'importations va commencer par « la fin », c'est-à-dire par les produits correspondant aux stades les plus avancés du développement du centre, les biens « durables ». Ces produits sont hautement consommateurs de capitaux et de ressources rares (main-d'œuvre qualifiée, etc...). Il en résultera une *distorsion* essentielles dans le processus d'allocation des ressources en faveur de ces produits, au détriment de la production des biens de consommation de masse. Ce secteur sera systématiquement défavorisé : il ne suscitera aucune « demande » pour ses produits et n'attirera aucun moyen financier et humain permettant sa modernisation. Ainsi s'explique-t-on la stagnation de « l'agriculture de subsistance » dont les produits potentiels sont peu demandés et qui ne bénéficie

d'aucun moyen de transformation sérieux dans l'allocation des ressources rares. Tout choix de « stratégie de développement » fondé sur la « rentabilité », les structures de la distribution du revenu, les structures de prix relatifs et celles de la demande étant ce qu'elles sont, conduit nécessairement à cette distorsion systématique.

Vu sous l'angle « social », ce modèle va conduire à un phénomène spécifique : la *marginalisation* des masses. Nous entendons par là un ensemble de mécanisme d'appauvrissement des masses dont les formes sont d'ailleurs hétérogènes : prolétarianisation, semi-prolétarianisation et appauvrissement sans prolétarianisation des paysans, urbanisation et accroissement massif de chômage et du sous-emploi, etc... La *fonction* du chômage et du sous-emploi est donc ici différente de celle qu'elle remplit dans le modèle central : le poids du chômage assure une rémunération du travail minimale relativement rigide et bloquée tant dans le secteur d'exportation que dans le secteur de la production de luxe ; le salaire n'apparaît pas à la fois comme coût et comme revenu créateur d'une demande essentielle au modèle, mais au contraire seulement comme coût, la demande ayant son origine ailleurs : à l'extérieur ou dans le revenu des catégories sociales privilégiées.

L'origine « extravertie » du développement qui se perpétue malgré la diversification croissante de l'économie, son industrialisation, etc..., n'est pas le *pêché originel*, un *deus ex machina* extérieur au modèle de l'accumulation périphérique dépendante. Car ce modèle est un modèle de *reproduction* de ses conditions sociales et économiques de fonctionnement. La marginalisation des masses est la condition même qui permet l'intégration de la minorité dans le système mondial, la garantie d'un revenu croissant pour cette minorité, qui conditionne l'adoption par celle-ci de modèles de consommation « européens ». Cette extension de ce modèle de consommation garantit la « rentabilité » du secteur de la production de luxe, affirme l'intégration sociale, culturelle, idéologique et politique des classes privilégiées.

A ce stade de diversification et d'approfondissement du sous-développement apparaissent des mécanismes nouveaux de la domination/dépendance. Des mécanismes culturels et politiques. Mais aussi des mécanismes économiques : la dépendance technologique et la domination des firmes transnationales. Le secteur de production de luxe appelle en effet des investissements « capital-intensive » que seules les grandes firmes oligopolistiques transnationales peuvent mettre en œuvre et qui sont le support matériel de la dépendance technologique. Mais à ce stade également apparaissent des formes plus complexes de la propriété et de la gestion économique. L'expérience historique montre qu'une participation du capital local-privé et public — future subalterne — au processus d'industrialisation par substitution d'importations, est fréquente. Elle montre aussi que — au moins dans les grands pays — un marché suffisant créé par le développement des

secteurs d'exportation et de la production de luxe peut rendre possible la création d'un secteur de production de biens d'équipement impulsé par l'Etat. Le développement d'une industrie de base et d'un secteur public ne signifie néanmoins nullement que le système évolue vers une forme autocentrée achevée. Car ce secteur de l'équipement est ici au service non du développement de la consommation de masse, mais au service de la croissance de la production d'exportation et de la production de luxe.

Cette seconde phase de l'impérialisme ne constitue donc nullement une « étape » vers la constitution d'une économie autocentrée. Elle ne reproduit pas une phase antérieure du développement central, mais prolonge au contraire la première phase extravertie. En effet :

a) La « révolution agricole » n'a toujours pas eu lieu. Sans doute quelques nuances doivent-elles être introduites ici. La bourgeoisie nationale au pouvoir a souvent procédé à l'élimination des anciens alliés de l'impérialisme, et, entre autres, opéré des réformes agraires sur la base desquelles un développement du capitalisme dans l'agriculture a été parfois amorcé (la « révolution verte »). Ce développement pourra-t-il « effacer » le retard originel de l'agriculture et rapprocher le modèle périphérique du modèle central ? Cette question doit être tranchée non en « théorie », mais en « fait ». Or, on constate que le retard relatif de l'agriculture s'accroît au point de conduire à ce paradoxe que les pays du Tiers monde, dont la majorité de la population est rurale, sont devenus importateurs de produits alimentaires. La raison de cet échec n'est pas mystérieuse, elle est politique : à notre époque la bourgeoisie doit s'appuyer sur des classes capables de dominer les paysans, fussent-elles élargies (koulaks au lieu de grands propriétaires), elle ne peut s'appuyer sur la masse paysanne dont les intérêts sont en conflit avec les siens. Si les bourgeoisies centrales disposaient du « temps nécessaire » pour une accumulation primitive lente, fondée sur l'alliance paysanne, celles de la périphérie sont placées sous la double contrainte de la pression extérieure des monopoles et de la menace intérieure du socialisme ;

b) Les alliances de classes dominantes demeurent internationales : la bourgeoisie se substitue aux anciens « féodaux » et compadore comme allié subalterne de l'impérialisme. De ce fait la bourgeoisie perd, dès cette seconde phase, son caractère national antérieur : elle est « compradorisée ». L'Etat « national » qu'elle domine demeure de ce fait faible et médiocrement intégré ;

c) La poursuite du progrès de développement demeure dépendante des exportations qui restent fixées sur les matières premières. Ce moteur principal de financement des importations nécessaires d'équipement commande en dernier ressort les rythmes de la croissance, qui, dans ce sens, reste extravertie.

La crise de cette seconde phase de l'impérialisme est ouverte par la revendication d'un « ordre économique international nouveau ».

Réduite à son squelette essentiel, cette revendication paraît être la suivante : imposer un relèvement réel des prix des matières premières exportées par les pays du Tiers Monde pour disposer des moyens supplémentaires permettant de fournir par l'importation des technologies avancées de financer une nouvelle étape de l'industrialisation caractérisée par l'exportation massive vers les centres de produits manufacturés par celles des périphéries qui bénéficient des ressources naturelles favorables et d'une main-d'œuvre abondante à bon marché (d'où la revendication de l'accès aux marchés des pays développés pour ces produits industriels).

Cette revendication constitue depuis 1973, l'objectif commun apparent de l'ensemble des Etats du Tiers Monde. Elle est présentée comme la condition nécessaire et suffisante pour achever l'indépendance politique en lui donnant sa base économique. Elle est présentée également comme une revendication possible commune à tous les Etats du Tiers Monde indépendamment de leurs options sociales et de leurs sympathies internationales.

Cette situation nouvelle pose quelques questions essentielles sur lesquelles le débat le plus ouvert est nécessaire.

La première question est de savoir si la bourgeoisie locale — qui en général domine ces Etats — peut « lutter contre l'impérialisme » pour imposer son point de vue. Certains prétendent en effet que cette nouvelle division internationale du travail constituerait l'objectif stratégique de l'impérialisme lui-même, et que cette revendication serait de ce fait manipulée par les monopoles particulièrement nord-américains, qu'elle n'exprimerait pas un objectif propre des Etats du Tiers Monde en conflit avec la stratégie de l'impérialisme. Ceux-ci accordent le plus souvent la prééminence aux conflits inter-impérialistes (Etats-Unis, Europe, Japon) par rapport à ce conflit apparent Nord-Sud. On sait qu'à propos du relèvement du prix du pétrole par l'O.P.E.P. en 1973, cette « théorie » a été abondamment formulée, tant dans les versions de droite que de gauche et même d'ultra-gauche. Les faits condamnent cette interprétation. En fait, celle-ci reflète seulement les vues naïves d'une ultra-gauche qui, prenant ses désirs pour des réalités, voudrait que le bloc des bourgeoisies se présente sans fissures à l'échelle mondiale de manière à « simplifier » (sur le papier) les tâches du prolétariat qui seraient partout les mêmes, parce que celui-ci n'aurait pas à tenir compte des contradictions entre les bourgeoisies.

Déjà dans le passé la bourgeoisie des périphéries s'était heurtée à l'impérialisme. Le passage de la première à la seconde phase de l'impérialisme n'avait pas été « planifiée » par les monopoles : il avait été imposé par le mouvement de libération nationale lorsque la bourgeoisie des périphéries avait conquis, contre l'impérialisme, le droit de l'industrie. Mais, avons-nous dit, la stratégie d'industrialisation

poursuivie au cours de cette seconde phase a transformé les rapports entre la bourgeoisie des périphéries et les monopoles. La bourgeoisie périphérique a cessé d'être nationale pour devenir l'allié subalterne de l'impérialisme en s'intégrant dans la nouvelle division du travail. Cet allié se rebelle aujourd'hui pour revendiquer de nouvelles modalités de la division du travail. Il n'en devient pas pour autant « national », puisque sa revendication se situe d'emblée au sein du système, mais il se rebelle quand même. Si cette rébellion devait aboutir, elle inaugurerait simplement une nouvelle phase de l'impérialisme caractérisée par une nouvelle division du travail. Car il n'y a pas de doute qu'en « théorie », celle-ci est « absorbable », « récupérable ». Mais « en théorie » seulement, car ce qui compte dans l'histoire ce sont les accidents de parcours, et il peut y en avoir ici et là dans les périphéries et les centres — et de graves pour le capitalisme — au cours de la transition pleine de contradictions de la seconde à la troisième phase « théorique » de l'impérialisme.

La seconde question est de savoir si cette troisième phase éventuelle constituerait ou non une étape vers l'autonomie des périphéries. Les bourgeoisies du Tiers Monde le prétendent, comme elles ont affirmé aux débuts de la seconde phase qu'il en serait ainsi de celle-ci. Or les faits ont démenti ces illusions, partagées à l'époque par une fraction importante de la gauche dans le Tiers Monde.

Mon opinion est que la revendication en question, si elle aboutissait, ne constituerait en rien une nouvelle étape le long d'une ligne de développement conduisant progressivement à un épanouissement de formations capitalistes achevées, analogues à celles des centres développés. Encore une fois la vision d'un développement linéaire par étapes sera infailliblement démentie.

La raison, tout à fait fondamentale, en est que la nouvelle division du travail sera fondée sur l'exportation par la périphérie de produits manufacturés à bon marché, c'est-à-dire pour lesquels l'avantage des salaires inférieurs, compte tenu des productivités comparées, permet un relèvement du taux de profit à l'échelle du système mondial. La péréquation mondiale du profit modifierait alors les prix relatifs et, de ce fait, masquerait ce transfert supplémentaire de valeur de la périphérie vers le centre. Autrement dit la nouvelle division du travail perpétuerait et aggraverait l'échange inégal. Par ailleurs, cette division inégale du travail perpétuerait dans les périphéries la distorsion de la structure de la demande au détriment de la consommation des masses, tout comme dans les phases précédentes. Le développement du système mondial resterait donc fondamentalement inégal. Dès lors la demande externe resterait la force motrice principale impulsant ce type de développement toujours dépendant.

Doit-on ajouter que, dans ce cadre de la dépendance rénovée, le retard de l'agriculture devrait aussi se perpétuer. Sans doute quelques

nuances doivent être introduites ici, car, malgré tout, le capitalisme poursuivrait sa progression dans l'agriculture, entamée dès la seconde phase de l'impérialisme, mais certainement à des rythmes très inférieurs à sa progression dans les secteurs traditionnels et nouveaux d'exportation comme dans celui de la production de luxe pour le marché interne, qui bénéficie d'une importation massive des technologies les plus avancées à l'échelle mondiale.

Dans ce cadre général on doit se demander quelle serait la signification réelle des slogans concernant le « développement auto-centré » et l'« autonomie collective » qui accompagnent la revendication de cette nouvelle division internationale du travail.

Le premier de ces slogans serait en vérité vidé de tout son contenu. Il ne s'agirait en fait de rien de plus que la justification idéologique de la prétention (impossible) qu'un développement « par étapes » progressives au sein du système mondial de la division (inégaie) du travail devrait conduire à l'indépendance économique.

Le second slogan acquiert par contre un sens dans cette perspective, bien que particulier. Les premières phases de l'impérialisme n'impliquaient aucune « coopération » entre pays et régions de la périphérie. Exclusivement extraverties et limitées dans leur industrialisation à la satisfaction de leur marché interne, les économies périphériques n'avaient rien à échanger entre elles. En principe la troisième phase de la division inégale du travail n'appelle pas davantage de coopération positive entre pays du Tiers monde, sauf à mener ensemble la lutte pour le relèvement des prix de leurs exportations primaires (par l'association des producteurs), puisque en effet le second souffle d'industrialisation périphérique serait impulsé par l'exportation vers les centres. Il reste que les pays du Tiers Monde sont des candidats fort inégaux pour tirer profit de cette nouvelle division du travail. Ceux qui sont mieux placés au plan de leur potentiel économique (ressources naturelles abondantes, prolétarisation plus avancée etc...) et de leur consistance politique (« légitimation » du pouvoir de la bourgeoisie locale faible, puissance militaire, etc...) pourraient aller plus vite dans la voie de la nouvelle dépendance s'ils disposaient également des marchés des pays moins développés et s'ils pouvaient avoir accès direct à leurs fournitures de matières premières et de produits alimentaires à bon marché. La problématique dite du « sous impérialisme » s'inscrit naturellement ici.

Un bon exemple illustrera cette vision de l'articulation du « Tiers » et du « Quart » monde dans la nouvelle perspective globale. Les pays du Golfe, l'Égypte et le Soudan constituent ensemble — si les conditions politiques étaient réunies, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui — un « bon candidat ». Le Golfe fournirait les capitaux, l'industrie d'exportation serait concentrée en Égypte, et le Soudan exporterait vers ce dernier pays des produits vivriers. Examinon de plus

près le mécanisme de cette articulation. Même si l'agriculture soudanaise devait être « modernisée » pour fournir le surplus exportable nécessaire, la productivité de celle-ci, pour un très long temps encore, sera inférieure à celle des pays avancés. Or les produits alimentaires soudanais devront être compétitifs avec ceux de l'Amérique du Nord sur le marché égyptien, de manière à assurer les salaires les plus bas possibles en Egypte. Cela n'est possible que parce que le paysan soudanais serait surexploité (rémunérations du travail plus inégale que la distribution des productivités). A son tour le prolétaire égyptien le serait, son salaire de misère joint à sa productivité relativement élevée, permettant l'exportation de son produit vers les centres. Un échange inégal double et articulé opérerait en faveur du centre ; le Soudan cesserait d'être dans la dépendance directe du centre pour devenir le partenaire de la périphérie de premier rang, où se concentre l'industrie exportatrice.

V. — STRATEGIE ALTERNATIVE

Mais, si tel est le contenu de l'organisation de la nouvelle phase de l'impérialisme, la revendication triple d'autonomie nationale, d'autonomie collective et d'un nouvel ordre mondial ne peut-elle pas aussi avoir un sens tout à fait différent ? Viser d'autres objectifs ? Et à quelles conditions ?

Si l'axe de l'interprétation néo-impérialiste du programme en question est constitué par la nouvelle division internationale inégale du travail, à laquelle on soumet les stratégies internes comme les objectifs de la coopération intra Tiers Monde, ce même programme prend un tout autre sens lorsque l'on fait la démarche inverse, c'est-à-dire lorsqu'on définit d'abord les objectifs internes d'un développement réellement autocentré et populaire et que l'on examine ensuite les directions dans lesquelles il faudrait agir sur l'ordre mondial de manière à favoriser la réalisation de ces objectifs.

Un développement véritablement autocentré est nécessairement populaire car le développement extraverti, dans toutes les phases de l'évolution du système impérialiste, bénéficie effectivement aux classes dominantes privilégiées qui se constituent en alliance avec les monopoles. Inversement et complémentaiement un développement populaire ne peut être que national et autocentré. Car, en effet, pour servir les grandes masses paysannes, l'industrialisation doit être d'abord mise au service de l'amélioration de la productivité rurale. De même que pour servir les masses populaires urbaines, il faut renoncer à la production de luxe pour le marché local et à l'exportation, qui sont fondées l'une et l'autre sur la reproduction d'une force de travail à bon marché. Examinons donc de plus près cette stratégie authentique à la fois d'indépendance nationale et de progrès social.

Jusqu'ici l'industrialisation du Tiers monde n'a pas été envisagée pour servir au progrès de l'agriculture. A l'inverse des pays du centre, où la « révolution agricole » a précédé la « révolution industrielle », les pays de la périphérie ont importé la seconde sans avoir amorcé la première étape. Les distorsions qui les caractérisent, et la dépendance renouvelée dans laquelle ils sont enfermés, viennent de là. Il faut donc d'abord renverser la vapeur. Jusqu'ici l'industrie dans le Tiers Monde est parasitaire, au sens qu'elle nourrit son accumulation en ponctionnant le monde rural en termes réels (elle obtient sa main-d'œuvre à partir de l'exode rural) et financiers (ponction fiscale, termes de l'échange internes défavorables aux paysans, etc...), sans contrepartie soutenant le décollage de l'agriculture. Comment changer de cap ? Il est clair que tous les critères de rentabilité, qui sont nécessairement fondés sur la reproduction des structures de prix et de distribution du revenu, doivent être radicalement abandonnés pour être remplacés par d'autres critères fondamentaux d'allocation des ressources. Deux questions essentielles sont posées ici, que nous ne voudrions que signaler :

1) Comment articuler un secteur « moderne » de l'industrie rénové dans ses orientations de base, au secteur des petites industries rurales qui permettent de mobiliser directement les forces latentes de progrès ;

2) Pourquoi la forme sociale qui s'impose ici est celle de la collectivisation rurale, même à un niveau faible de développement des forces productives, et non la forme de l'agriculture « privée » même remodelée par une réforme agraire radicale. C'est à ces conditions seulement que le progrès de l'agriculture — qui doit d'abord rattraper son retard historique — pourra financer une industrialisation saine, dégager un surplus vivrier capable d'assurer l'indépendance nationale.

De même l'industrie doit être mise au service des masses urbaines pauvres, cesser d'être guidée par les critères de « rentabilité » qui favorisent le marché local privilégié et l'exportation vers les centres développés.

Dans tous les cas l'industrie remodelée de la sorte ne peut trouver ses modèles technologiques tout prêts dans les pays développés. Elle ne peut davantage les trouver dans le passé technologique des centres, en empruntant ses techniques de production d'hier, comme le suggère le thème des « technologies intermédiaires ». La raison en est que le problème est ici différent, puisque l'industrialisation doit ici permettre la révolution agricole, alors qu'au centre elle s'est bâtie sur celle-ci. La question véritable n'est donc pas celle des conditions du « transfert de technologie », mais celle de la création des conditions favorables à une créativité dans ce domaine, non pour des motifs de « nationalisme culturel », mais pour des raisons objectives. De surcroît, il faut signaler ici un autre problème : les technologies empruntées véhiculent nécessairement les rapports de production capi-

talistes alors que le cadre social exigé par la révolution agraire et la mobilisation urbaine doit être socialiste. C'est là une question fondamentale, qui traduit le caractère nécessaire du socialisme dans la périphérie, condition indispensable du progrès et de l'indépendance, qui ne résulte donc pas d'une motivation idéologique ou morale qui pourrait être « libre ». Nous ne faisons que signaler cette question au passage, qui est la raison pour laquelle nous continuerons à affirmer que le mouvement de libération nationale de la périphérie constitue principalement un moment de la transformation socialiste du monde et seulement à titre accessoire une phase du développement du capitalisme.

Un modèle de développement autocentré, s'il n'est pas synonyme en théorie d'autarcie, peut y conduire, qu'on le veuille ou non, pour des raisons politiques internes et externes évidentes. Cela peut être le cas, non seulement pour des pays vastes — comme les expériences de l'U.R.S.S. et de la Chine le montrent — mais même pour des petits pays (Corée, Viet Nam, Cambodge, Cuba, Albanie...). Bien que l'autarcie en elle-même ne soit pas synonyme de développement autocentré (pensez à la Birmanie), elle peut en être la condition dans certaines circonstances historiques.

Mais l'autarcie imposée peut aussi, si elle est trop brutale ou totale, gêner le développement autocentré en lui imposant des coûts supplémentaires qui pourraient dans certains cas être fort lourds. Car il ne s'agit pas de rejeter toute théorie des avantages comparatifs ; il s'agit seulement de constater que si la division internationale du travail est inégale, la thèse des avantages comparés perd sa validité. Un pays qui choisit la voie autocentrée et populaire peut se trouver dans une situation telle qu'importer certains inputs nécessaires à l'accélération de son développement (notamment dans certains cas l'énergie, ou certaines matières premières, ou certains équipements) soit relativement moins coûteux que de s'en passer.

Pour répondre à ce type de problèmes les Etats libérés du Tiers Monde pourraient agir collectivement dans deux directions.

La première est celle de l'entr'aide mutuelle. En effet, les pays du Tiers Monde, riches en ressources naturelles le plus souvent exploitées au profit exclusif des pays développés, pourraient échanger entre eux les matières premières utiles à leurs projets nationaux de développement autonome. A l'heure actuelle, ces importations transitent presque toujours par les centres développés qui contrôlent les « marchés » des matières premières et centralisent les facilités de paiement. Par des accords d'entr'aide mutuelle (accords de commerce et accords de paiements multilatéraux) les pays libérés du Tiers Monde pourraient court-circuiter ces intermédiaires. Par ailleurs, les échanges en matière de technologie pourraient accélérer la mise en œuvre de techniques de production appropriées, les problèmes que les pays du Tiers

Monde ont à résoudre étant souvent analogues. On voit que ce type de coopération intra Tiers Monde est très différent de celui envisagé dans le cadre néo-impérialiste. Il ne s'agit plus de « marchés communs » qui ne peuvent que reproduire et aggraver les inégalités de développement. Nous avons proposé les lignes générales d'un « accord global » (« package deal ») qui s'inscrit dans cet esprit d'une coopération au service d'un développement national autonome.

La seconde direction d'action collective vise à modifier la division internationale du travail entre pays développés et pays du Tiers Monde dans le sens d'une réduction de l'intégralité, et non plus d'une « rénovation » sans réduction de l'inégalité. Déjà, à l'heure actuelle, un bon nombre de pays du Tiers Monde sont acquis à l'idée d'opposer au véritable monopole des « consommateurs » des associations de producteurs de matières premières, et de renforcer ces associations par l'établissement de fonds de soutien collectif. Une stratégie de développement autocentrée implique davantage. Elle exige en effet, et à titre préliminaire, le contrôle national (étatique) de l'exploitation des ressources naturelles. Nous entendons par là non pas seulement la nationalisation formelle de cette exploitation, mais *aussi et surtout* la régulation du flux d'exportation, et sa *réduction* au niveau des importations exigées par la stratégie de développement autocentrée. Car à l'heure actuelle la stratégie extravertie est fondée sur une relation exactement inverse : les exportations sont d'abord poussées au maximum, exclusivement en fonction de la « demande » (des centres), et ensuite on se pose la question de savoir comment utiliser les recettes de ces exportations. La division internationale inégale du travail repose sur cette stratégie. La réduction de l'inégalité dans la division du travail implique très certainement la réduction des flux des exportations de matières premières. L'incroyable résistance du monde développé à cette réduction démontre que le centre, contrairement à tant de discours trompeurs, ne peut pas se passer du pillage du Tiers Monde. Si ce pillage devait cesser, les centres seraient contraints de modifier leurs structures en conséquence, pour s'adapter à une nouvelle division internationale du travail moins inégale. Alors, et alors seulement, on pourrait commencer à parler d'un véritable nouvel ordre mondial, et non plus seulement des termes nouveaux de la division internationale inégale du travail.

Ces deux lignes générales — celle d'un nouvel ordre impérialiste et celle d'un ordre qui amorcerait réellement un progrès dans la libération des peuples du Tiers Monde — ne constituent pas deux thèmes verbaux, deux branches possibles d'une alternative théorique. Elles se heurtent déjà dans les faits, et font l'objet de conflits quotidiens.

La raison en est avant tout le caractère contradictoire du mouvement de libération nationale. Celui-ci est à la fois l'expression du développement du capitalisme et celui de sa crise. Les tendances du capitalisme et celles du socialisme se heurtent donc constamment au

sein même de ce mouvement, précisément parce que les forces du capitalisme sont toujours ici celles d'un capitalisme faible, périphérique, dépendant, qui objectivement ne peut pas réaliser les objectifs d'un capitalisme achevé. Ces forces se heurtent au sein de tous les régimes du Tiers Monde. Dans ceux de ces pays qui ont rompu avec le capitalisme, on sait bien que ces tendances bourgeoises persistent. Mais inversement, les Etats capitalistes du Tiers Monde ne présentent pas ce caractère accompli et unilatéral des Etats capitalistes centraux. D'où la volatilité de leurs régimes et la gamme nuancée des situations, allant de celle du néocolonialisme triomphant à celle du nationalisme en conflit avec l'impérialisme, en passant par celle des néocolonialismes honteux ou en crise.

Car le conflit avec l'impérialisme est bel et bien ouvert. Les thèmes du nouvel ordre international ont été jusqu'ici intégralement repoussés, comme l'échec de la IV^e CNUCED et de la négociation Nord-Sud en témoigne. Au plan idéologique même, le Club de Rome s'efforce d'opposer à ces thèmes une construction de substitution. C'est que les thèmes du nouvel ordre véhiculent l'aspiration au contrôle des ressources naturelles et au renforcement des Etats nationaux, que l'impérialisme n'admet pas.

En théorie la nouvelle division inégale du travail arrangerait tout le monde, les bourgeoisies de la périphérie et les monopoles des centres. Car le transfert des industries permettrait de recréer au centre une armée de réserve de chômage qu'un quart de siècle de croissance a réduit au point de faire perdre au système sa flexibilité « normale ». Et ce chômage permettrait de relever le taux de la plus value au centre même. A plus long terme le centre développerait les nouvelles activités de contrôle d'ensemble du système — le « quaternaire » (*self ware*, activités de recherche et développement, etc...), les industries motrices nouvelles, le secteur militaire — renouvelant et approfondissant de la sorte les conditions de l'hégémonie social démocrate au centre.

Mais dans le long terme, nous sommes tous morts, comme on sait. Aujourd'hui les résistances au transfert des industries l'emportent encore largement. Or ces refus acculent les bourgeoisies du Tiers Monde qui, partenaires faibles, devraient supporter tout le poids de la crise. Il devient alors impossible d'atténuer les contradictions sociales violentes dans le Tiers Monde : le déficit vivrier s'accroît, l'implantation des industries d'exportation est remise sine die etc... De ce fait les conditions politiques peuvent évoluer dans un sens favorable à l'amorce d'un développement autocentré. Telle est la réalité : la lutte du Tiers Monde contre l'hégémonie impérialiste dominante. Pour beaucoup de raisons cette lutte est aujourd'hui encore la force principale de transformation du monde.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1 — Notre thèse générale de l'opposition capitalisme central, capitalisme périphérique a été formulée dans nos écrits suivants :
 - *Le développement inégal* (Minuit, 1976) ; *L'impérialisme et le développement inégal* (Minuit, 1976), particulièrement les chapitres concernant l'articulation agriculture industrie (Chap. 2), l'opposition socialisme capitalisme (Chap. 3), les problèmes de l'environnement (Chap. 7) et ceux de la technologie (Chap. 9 et 10), *Impérialisme et sous-développement en Afrique* (Anthropos, 1976) particulièrement l'introduction. Une réponse à nos critiques a été publiée dans *l'Homme et la Société*, N° 39-40, 1976 (*A propos de la critique*).
- 2 — Pour le débat concernant l'échange inégal, en complément : *L'échange inégal et la loi de la valeur* (Anthropos, 1973) ; *L'impérialisme et le développement inégal*, Chap. 5.
- 3 — Concernant la crise actuelle de l'impérialisme, la nature du mouvement de libération nationale et les perspectives qu'il ouvre, voir aussi : *L'impérialisme et le développement inégal*, Chap. 5 ; Amin, Faïre, Hussein et Massiah, *La crise de l'impérialisme* (Minuit, 1975) ; *Présentation de l'ouvrage de Beaud, Bellon et François, Lire le capitalisme* (Anthropos, 1976) ; *Quelle 1984 ?* (en collaboration avec Frank et Jaffe, Jaca Book (Milan 1975) ; *La nation arabe* (Minuit, 1976), Chap. VI ; *Les perspectives de la localisation internationale des activités industrielles, un point de vue arabo-africain* (GRESI, Paris, 1976, doc. ronéoté, à paraître Anthropos) ; *Après Nairobi, préparer le sommet des non alignés à Colombo, bilan de la CNUCED IV* (I.D.E.P., Dakar, 1976, doc. ronéoté, à paraître Anthropos) ; *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Chap. III - X (à propos de l'Eurafrrique) et III - X (quelques notes sur le pétrole et les relations afro-arabes) ; *Les perspectives de l'Afrique australe* (Présentation d'un ouvrage à paraître en anglais, Tanzanian Publishing House).
- 4 — Concernant quelques aspects plus spécifiques de la formation du système mondial et du sous-développement africain, voir aussi : *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Chap. 1 - 1 (Sous-développement et dépendance en Afrique), I - II (la formation du système mondial), I - III (le développement du capitalisme en Afrique), II - II (CNUCED III - Un bilan), II - III (les problèmes de la transition en Afrique), II - IV (les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest), II - V (le commerce inter-africain), II - VI et VII (La révolution verte), III - III et IV (L'Afrique du Sud et l'Angola), III - VI (Aspects économiques de l'unité africaine).
- 5 — Enfin, en ce qui concerne le débat concernant la transition au socialisme et la place de l'articulation agriculture industrie dans cette transition il faudrait se reporter au moins aux ouvrages de C. Bettelheim (*La lutte des classes en Union Soviétique*, Seuil, 1973) ; M. Liebman (*Le Léninisme sous Lénine*, Seuil, 2 vols, 1973) et S. Grosshopf (*L'alliance ouvrière et paysanne en U.R.S.S. 1921-28*, Maspero 1975).

SUMMARY

In this paper, the author reviews the different alternative development strategies advanced for the Third World countries in the context of the so called New International Economic Order.

After having shown that as it is generally conceived and perceived by the unequal partners, the monopolies of the centre and the bourgeoisies of the peripheries, the NIEO will inevitably lead to the strengthening of the present relationship of unequal exchange between the centre and the periphery, the author analyses the development strategy currently proposed to the Third World countries. This can be summarized as follows :

- 1. The choice of a « self-reliant » development based on the principle of relying on one's own resources ;*
- 2. The priority given to cooperation and economic integration between the countries of the Third World (Collective Self-reliance) ;*
- 3. The demand for a New International Economic Order based on higher prices for raw materials and the control of natural resources, access of the manufactures of the Third World to the markets of the developed countries and the acceleration of the transfer of technologies.*

Defined as it is, irrespective of the ultimate goals and the choice of socialism or capitalism, this strategy remains deliberately mystifying. In effect, ask the author, should the capitalist path of development be chosen, how could the goal of autonomous capitalist development in the Third World countries be realistic ? In this context, can one reasonably envisage a self-reliant development without withdrawing from the world system of exchange of commodities, technologies and capital ?

Analysing the capitalist mode of production in the centre and the nature of capitalism in the periphery and its function in the unequal international division of Labour, the author comes up with an alternative strategy which establishes the base of a really self-reliant development. This can be summarized as follows. Taking socialism as a framework, define firstly the internal ultimate goals of a genuinely self-reliant and popular development ; then consider the ways in which the world order must be acted on in order to promote the achievement of these objectives ; restructure the base of cooperation between the Third World Countries in order to reduce the unequal exchange between the centre and the periphery.